

frira que l'erreur usurpe la place de la vérité et on lui en reconnaîtra tous les droits.

C'est ainsi que la vérité sociale et religieuse se trouve amoindrie, sacrifiée, et l'on n'a pas honte de qualifier de profonds et de très-habiles les hommes politiques qui se permettent d'agir ainsi pour aplanir les difficultés qui leur font obstacle. Il se rencontre même des catholiques, réputés sincères et fervents, tels que M. de Montalembert, de Falloux, de Broglie, les littérateurs du *Correspondant* et du *Français*, qui applaudissent à ces prétendues habiletés politiques et qui n'admettent pas qu'on puisse toujours les contrecarrer. Si parfois ils laissent échapper un cri de douleur, ils le font avec de tels ménagements qu'on comprend de suite qu'il ne faut pas en tenir compte; leurs réclamations n'ont guère d'autre but que de sauver les apparences; ils ne veulent pas se compromettre d'une part, et de l'autre, ils veulent se mettre en demeure de poursuivre dans la voie des concessions sans être trop fortement inquiétés.

En politique plus qu'ailleurs, on se donne le tourment de plaire à tout le monde, parce qu'on a besoin de tout le monde. Et jusqu'où ne va-t-on pas pour se rendre agréable et recruter des partisans? On étudie soigneusement toutes les mauvaises passions qui agitent les multitudes, non plus comme autrefois dans le but de leur imposer un frein salutaire, mais afin de leur donner un aliment qui les amuse et les satisfasse. Le grand talent, le grand art est de savoir les exploiter. Et pour justifier une pareille conduite, on déclare surannés, vu les aspirations des sociétés modernes, les principes immuables que respectaient autrefois les gouvernements; on invoque mille prétextes et l'on érige en axiômes les maximes les plus fausses et les plus immorales, qu'on déguise jusqu'au point de leur faire prendre une apparence d'honnêteté et même de vérité.

Afin de plaire autant que possible à tout le monde et de se ménager en tous les endroits des appuis dont on peut à tout moment avoir besoin, on respecte d'abord certaines vérités, celles principalement qu'on regarde comme moins gênantes pour les passions; mais, en revanche, on consacre l'indifférentisme en religion en émettant le principe que la véritable liberté exige que tous les cultes soient également protégés; la licence la plus effrénée dans les discours et les écrits, sous le nom de liberté de penser et de liberté de la presse; le vol, par des lois qui permettent de blesser impunément la justice dans les transactions et qui autorisent l'usure ou au moins lui laissent un vaste champ où elle peut s'exercer; l'immoralité, par une législation sur le mariage en opposition avec la doctrine catholique; par l'institution du mariage civil et la reconnaissance du pouvoir de divorcer; l'impiété enfin, en proclamant que toute loi est juste par cela même qu'elle est l'expression de la majorité et que la religion n'a rien à voir dans la politique.

S'appuyant donc sur tous les mauvais instincts qui grouillent au sein des masses, et le grand art étant de savoir les exploiter, on ne peut faire autrement que de subordonner aujourd'hui en politique les intérêts de Dieu aux vils intérêts de ce monde périssable, à ses cupidités. On ne reconnaît plus pour fin de la société politique que le bien-être, la richesse, le plaisir, tandis que cette fin, qui ne change pas parce qu'on la méconnaît, ne saurait être autre que l'acquisition de la vertu, non dans un but temporel, mais dans un but éternel et divin.

La fin de toute société, de tout gouvernement par conséquent, est la même que celle des individus. Or, si l'on demande à un chrétien pourquoi Dieu l'a créé et mis au monde, il répondra: Pour le connaître, l'aimer, le servir, et, par ce moyen, arriver à la vie éternelle, qui est ma fin. Interrogée sur le même point, toute société doit faire la même réponse, et

raisonnablement elle ne peut en faire d'autre. Si donc l'homme est fait pour vivre de la vérité, la société doit en favoriser la diffusion, la protéger, déclarer la guerre à l'erreur, tolérer les abus qu'elle fait naître, si le malheur des temps l'exige, mais ne jamais lui reconnaître de droits; si l'homme doit pratiquer la vertu, c'est-à-dire réprimer les appétits de la nature corrompue et faire ici-bas les actes qui le transformeront en une image vivante de l'Homme-Dieu, la société doit mettre des entraves à la liberté du mal et aplanir les voies de la justice; si l'homme enfin doit obéir à l'Eglise et ne peut arriver au port de la bienheureuse éternité qu'en se faisant l'enfant soumis de cette mère sainte, la société doit à son tour faire respecter ses lois, ne rien entreprendre contre ses droits, lui prêter l'appui de son bras et mettre à son service la puissance dont elle est la dépositaire. En un mot, honorer et respecter Dieu, le faire honorer et respecter, n'user de son pouvoir, ne promulguer des lois que pour seconder la sainte Eglise du Christ dans la mission qu'elle a de faire connaître la vérité, de promouvoir le bien, de réprimer le mal et de s'opposer à l'erreur, tels sont les moyens que la société doit employer pour parvenir au but qu'elle est destinée à atteindre, et il ne lui est pas plus possible de répudier ces moyens qu'il ne lui est possible de renoncer à la fin pour laquelle elle existe.

C'est donc en vain que les politiques et les prudents du siècle méditent et combinent les plans les mieux ourdis en apparence; s'ils ne tiennent pas compte dans leurs spéculations des intérêts de Dieu et de sa gloire, tout ce qu'ils auront conquis de plus vaste et de plus grandiose sera réduit à néant par le moindre choc qui viendra le heurter d'aventure; c'est donc en vain qu'on promulguera règlements sur règlements, lois sur lois; si ces règlements et ces lois contredisent les préceptes de Dieu et de l'Eglise, ils ne seront que de nouveaux principes dissolvants introduits dans le corps social, lesquels ne feront que rendre sa ruine plus prochaine, plus immédiate; c'est donc en vain qu'on voudra éliminer Dieu, l'Eglise et ses ministres des affaires de ce monde; comme ils doivent nécessairement y jouer le plus grand rôle et même dominer tout, eu les mettant à l'écart on marchera à l'aveugle, et les voies que l'on suivra seront celles qui conduisent aux profondeurs de l'abîme.

En résumé, si la société veut être véritablement heureuse et parvenir au but qu'elle a à atteindre, elle doit s'attacher fortement à l'Eglise, et se faire, pour ainsi dire, traîner à la remorque par la barque du pêcheur. Il n'y aura pas alors pour elle de naufrage possible; elle arrivera certainement au port et chantera comme les enfants d'Israël, après le passage de la Mer Rouge: "Votre droite, Seigneur, s'est glorifiée dans la force qu'elle a déployée; elle a frappé l'ennemi; vos adversaires se sont évanouis devant vous, écrasés sous le poids de votre gloire." Que les gouvernements cessent donc de faire converger tous leurs efforts vers un seul point: le bien-être, le progrès matériel, le plaisir. Les sociétés chrétiennes ne doivent pas sentir cette faim des jouissances coupables qui tourmentait les sociétés païennes. Le pain qu'elles doivent désirer, qui seul a la vertu de les rendre pleines de vigueur, qui les maintiendra dans un état constant de jeunesse et de beauté, c'est la parole sortie de la bouche de Dieu, c'est la Vérité. Voilà le pain vraiment substantiel que Dieu veut donner aux sociétés régénérées par la croix.

Le parlement fédéral continue toujours ses séances. Les mesures les plus importantes dont on s'est occupé, en ces derniers temps sont les projets de lois relatifs aux banques, au recensement et à la réforme électorale.

Une lettre de St. Boniface, Rivière-Rouge, datée du 23 février, nous apprend que l'horizon politique commence à s'éclaircir dans le Nord-Ouest. La paix est enfin rétablie et trois